



Luxembourg, le

**Monsieur Fernand Etgen  
Ministre aux Relations avec  
le Parlement**

**Service Central de Législation  
43, boulevard F.D. Roosevelt  
L – 2450 Luxembourg**

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer en annexe la réponse à la question parlementaire N°714 du 18 novembre 2014 des honorables députés Messieurs Roger Negri et Georges Engel, concernant le contrôle aérien, tout en vous priant de bien vouloir en assurer la transmission à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

Recevez, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

**François Bausch  
Ministre du Développement durable  
et des Infrastructures**

**Réponse de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures  
à la question parlementaire n°714 du 18 novembre 2014  
de Monsieur les Députés Roger Negri et Georges Engel**

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Roger Negri et Georges Engel, il m'échoit d'apporter les réponses suivantes :

1) La délégation de l'espace aérien n'a rien de nouveau dans la mesure où une grande partie de l'espace aérien est déjà déléguée à d'autres prestataires de services de navigation aérienne. Cette réflexion s'inscrit dans le cadre des travaux FABEC (Functional Airspace Block Europe Central) et du nouveau plan de performance européen (RP 2) fixés par la Commission européenne. Le FABEC, qui a pour objectif d'augmenter l'efficacité dans l'espace aérien au centre de l'Europe, repose sur l'initiative SES (Single European Sky ou Ciel unique européen) de la Commission européenne.

Il s'agit d'évaluer les accords de délégation existants et futurs de l'espace aérien avec les états partenaires et voisins afin d'être en accord avec la réglementation européenne relative au Ciel unique européen.

A titre d'exemple, la gestion du contrôle aérien de l'aéroport de Gatwick (UK) a été attribuée très récemment à la compagnie allemande Deutsche Flugsicherung (DFS).

2) Il s'agit d'une option analysée parmi d'autres. Cette évaluation des choix stratégiques s'inscrit dans un souci de pérennité des activités de l'Administration de la navigation aérienne et de la compétitivité de l'aéroport de Luxembourg.

3) La date de mise en place est une donnée qui résultera de l'évaluation des options stratégiques. Il n'y a donc rien de fixé actuellement. Cette stratégie a été très largement communiquée et expliquée dans tous ces détails à l'ensemble du personnel de l'ANA lors d'une présentation interne le 18 septembre 2014.

De plus, des groupes de travail impliquant les personnes clefs du service du contrôle aérien ont été mis en place ces dernières semaines.

4) Pour chiffrer cet impact financier, une évaluation par l'ANA est en cours laquelle tiendra compte de tous les éléments légaux, financiers, opérationnels et techniques afin d'améliorer la performance, la rentabilité et la qualité de nos services tout en garantissant un niveau élevé de sécurité pour les opérations aéronautiques en route et terminaux.

5) Actuellement, une partie importante du service du contrôle aérien est déjà déléguée en ce qui concerne l'espace aérien supérieur à Eurocontrol MUAC (niveau de vol 245) et à Belgocontrol (145/165) pour la partie intermédiaire. Ce service est assuré par nos partenaires depuis de nombreuses années de manière sûre, efficace et délivrant un service de haute qualité donnant pleine satisfaction aux usagers.

Concernant l'expertise des contrôleurs aériens luxembourgeois, elle serait valorisée dans le cadre de la mise en place de nouveaux concepts opérationnels futurs. La souveraineté nationale et l'indépendance de l'aéroport de Luxembourg sera assurée par des accords appropriés en la matière.

6) L'étude de faisabilité sera menée en toute transparence avec les usagers de l'aéroport de Luxembourg. L'un des objectifs principaux de cette étude est d'augmenter la compétitivité de notre aéroport en optimisant les coûts pour les compagnies aériennes de manière générale et durable. L'aéroport bénéficiera d'une solide gestion de la sécurité aérienne de l'aérodrome en ligne avec les exigences de l'Union européenne.